

LA METTRE DANS LA LOI DE FINANCES PERMETTRA À L'ÉTAT DE LA REVOIR À CHAQUE FOIS QUE NÉCESSAIRE

La forme initiale de la règle 51/49 a encouragé les activités d'importation

Selon Mohamed Achir de l'université de Tizi-Ouzou, la règle 51/49% relève de droit de contrôle et de regard de l'Etat sur les investissements étrangers. Elle est donc stratégique dans la mesure où le contrôle des mouvements des capitaux étrangers avant et après les opérations d'investissement.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Industrie a eu à marteler à plusieurs reprises, ces dernières semaines. A l'occasion du débat sur le code de l'investissement, il a indiqué que le gouvernement n'a pas renoncé à la règle 51/49 et le droit de préemption, comme lui en ont fait le reproche les députés de l'Assemblée nationale.

L'enseignant universitaire, Mohamed Achir, pense que la règle 51/49% relève du droit de contrôle et de regard de l'Etat sur les investissements étrangers. «Elle est donc stratégique dans la mesure où elle permet le contrôle des mouvements de capitaux étrangers avant et après les opérations d'investissement». C'est pourquoi, dit-il, cette règle trouve plus sa place dans la loi de finances et est encore généralisée

aux activités commerciales, «parce que sa forme initiale a encouragé les investisseurs étrangers à recourir aux activités d'importation, à l'intégrer dans la loi de finances ce qui permettra à l'Etat de la revoir à chaque fois que c'est nécessaire».

L'expert Ferhat Aït Ali n'hésite pourtant pas à la qualifier de règle contraignante qu'il avait personnellement dénoncée en 2009. «La mesure était dans la loi de Finances depuis le début, et c'est d'ailleurs la LFC 2009 qui l'a édictée. C'est en vertu de cette loi qu'elle a été introduite dans le code des investissements. De ce fait, elle ne va pas être introduite, elle va juste y être confinée, pour servir aux mêmes fins en attendant son abrogation éventuelle, mais actuellement elle est applicable dans les faits», commence-t-

il par expliquer après que le gouvernement l'eut «extirpée» du code de l'investissement pour l'introduire dans la loi de finances.

Cet enseignant d'économie juge qu'avec une telle disposition, l'Algérie s'apparente à un pays répulsif en la matière, et une règle qui «est un luxe que ne se paient que ceux qui voient les investisseurs se bousculer au portillon, ce qui n'était pas notre cas et ne l'est toujours pas, et ceux qui comme nous peuvent s'offrir le luxe d'une mesure qui ne fera qu'aggraver une situation déjà assez critique, pour donner l'illusion d'une attractivité contrariée par acte de souveraineté».

M. Aït Ali estime être personnellement partisan de l'interdiction des investissements à forte valeur ajoutée et à faible coût aux étrangers, et de tout acte de commerce international sans production locale. Pour le reste et en dehors des industries militaires, il ne voit strictement aucun secteur qui doit être protégé par cette règle, y compris l'agriculture, la pêche, et le tourisme. L'essentiel est que l'étude de



Photo : DR

Une règle contraignante pour certains industriels.

la structure financière du projet permette de vérifier que l'amortissement ne se fera pas avant la 15^e plus value, et que les capitaux de départ seront mis en jeu par la partie étrangère sans possibilité de récupération immédiate, sauf par cession, avec taxation de plus value de cession au prorata des années passées en Algérie.

«L'article auquel nous sommes dorénavant renvoyés, autorise l'Etat à s'impliquer comme partie

prenante de cessions d'actifs et de parts sociales, dans toute transaction, même entre nationaux qu'elle estime minorée à sa déclaration, et le code de l'enregistrement prévoit même une majoration de 10% au profit du cessionnaire pour donner ce droit au Trésor représenté par l'administration fiscale et pas une entité commerciale locale ou une autre administration», relate-t-il.

Y. D.

CODE DE L'INVESTISSEMENT

Le droit de préemption de l'État consacré

La loi sur la promotion de l'investissement a consacré le droit de préemption de l'Etat qui lui confère un droit d'acquisition prioritaire des participations des étrangers dans les entreprises de droit algérien. Toute cession de participations doit, désormais, être soumise à l'approbation du Conseil des participations de l'Etat.

La loi sur la promotion de l'investissement, en phase de promulgation après son adoption par les deux Chambres du Parlement, a consacré le droit de préemption de l'Etat sur toutes les cessions, directes ou indirectes, de participations détenues par des étrangers dans les entreprises de droit algérien. Le législateur a intégré deux articles sur la question, dans le

texte adopté il y a deux semaines par les deux Chambres du Parlement.

«Nonobstant les dispositions de l'article 29 ci-dessus, l'Etat dispose d'un droit de préemption sur toutes les cessions d'actions ou de parts sociales réalisées par ou au profit d'étrangers. Les modalités d'exercice du droit de préemption sont fixées par voie réglementaire», souligne-t-on dans l'article 30. Et d'ajouter dans l'article 31 : «Constitue une cession indirecte de société de droit algérien, la cession à hauteur de 10% et plus des actions ou parts sociales d'entreprise étrangère détenant des participations dans la première citée. La cession indirecte de société de droit algérien ayant bénéficié d'avantages ou de facilités lors de leur implantation donne lieu à une information du Conseil des participations de l'Etat». En effet, le législateur a remplacé le droit

d'achat qui était en vigueur pour les cessions faites à l'étranger par un véritable droit de préemption. Le droit d'achat, selon les explications du ministère de l'Industrie et des Mines, ne donnait aucune priorité d'acquisition à l'Etat et ne pouvait être opposé aux transactions effectuées à l'étranger ni fonder une action de l'Etat au niveau de l'entreprise de droit algérien cédée indirectement. La nouvelle loi l'érige en droit d'acquisition prioritaire au profit de l'Etat. Ce qui implique que «toute cession à l'étranger ayant pour effet d'entraîner la cession indirecte de tout ou partie de l'entreprise de droit algérien objet de participation de l'entreprise cédante», doit être soumise à l'avis du Conseil des participations de l'Etat.

Le législateur a fixé à 10% des actions ou parts sociales le seuil à partir duquel la procédure peut être enclenchée et l'Etat peut

faire valoir son droit d'acquisition prioritaire d'actions dans l'entreprise de droit algérien, et ce, proportionnellement aux participations cédées à l'étranger et dans les limites des participations détenues par l'entreprise étrangère dans l'entreprise de droit algérien. Ce droit de préemption institué par la loi de finances complémentaire pour 2009 et qui ne priorisait l'Etat et les entreprises publiques que dans les transactions effectuées en Algérie, est ainsi renforcé. Aussi, précise encore l'article 31, le seuil des 10% concerne la cession en une seule ou plusieurs opérations cumulées au profit d'un même acquéreur.

L. H.

COOPÉRATION

Le jumelage Alger-Centre - Laâyoun reconduit

La commune d'Alger-Centre renouvelle l'accord de jumelage avec la wilaya de Laâyoun du Sahara Occidental. L'occasion également pour donner le coup d'envoi d'une caravane de solidarité avec le peuple sahraoui.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le protocole d'accord de jumelage entre l'APC d'Alger-Centre et la wilaya de Laâyoun du Sahara Occidental a été reconduit pour la quatorzième année. La signature de l'accord qui s'est déroulée hier, à la place de la Grande-Poste à Alger, a coïncidé avec la clôture de la manifestation intitulée «Semaine culturelle de Laâyoun à Alger». «Nous avons signé

aujourd'hui pour la 14^e année, le protocole d'accord de jumelage entre notre APC et la wilaya de Laâyoun du Sahara Occidental, en présence du wali de Laâyoun», précise Abdelhakim Bettache, président de l'APC d'Alger-Centre.

L'occasion, également, pour donner le coup d'envoi de la caravane de solidarité de la commune d'Alger-Centre qui devrait rallier les Camps de réf-

giés sahraouis de la wilaya de Laâyoun. Une caravane composée essentiellement de denrées alimentaires acheminées à bord de camions de la commune.

Tenue depuis le 23 juillet dernier jusqu'à hier, la semaine culturelle de Laâyoun à Alger s'est déroulée cette année, «dans une conjoncture marquée par les manœuvres répétitives du Maroc pour déstabiliser et gagner du temps quant au retour de la mission de la Minurso dans les territoires sahraouis occupés et l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sah-

raoui», ajoute le président de l'APC d'Alger-Centre.

De son côté, le wali de Laâyoun, Mohamed Yeslem Beissat, assure qu'à travers cette semaine culturelle, «nous avons présenté un échantillon des bonnes relations de fraternité, d'amitié et de voisinage entre l'Algérie et le Sahara occidental. Une relation historique qui a toujours lié nos deux pays et peuples». Il rappelle par ailleurs, la tenue de la semaine culturelle de la commune d'Alger-Centre en octobre prochain, dans la wilaya de Laâyoun.

Ry. N.

HABITAT

Tebboune à Tipasa

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmajid Tebboune, était hier en visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tipasa.

Au cours de son périple, la délégation ministérielle a inspecté le chantier de réalisation de 600 logements lancés dans la commune de Chaïba dans le cadre de la location-vente de type AADL ; et a évalué le degré d'avancement des travaux de finalisation en vue de la réception de ces logements.

En marge de cette visite, il a été procédé à la distribution des clefs aux bénéficiaires de ce programme.

Dans la ville de Bou Ismail, il a été procédé aux mêmes opérations concernant la réalisation du projet de 630 logements dans le cadre des logements publics promotionnels (LPP).

Dans ce cadre, il a été procédé à la distribution des clefs aux bénéficiaires de ce programme.

Houari Larbi